

# LIBERAL

L E N O U V E A U

Numéro 184 • DÉCEMBRE 2009  
[www.liberal-ge.ch](http://www.liberal-ge.ch)



© Fabio Chironi/Studio-illustre.ch

## Les enjeux de l'agglomération

le nouveau *LIBERAL*

JAB  
1211 GENÈVE 11

La nouvelle BMW X1

www.bmw.ch



Le plaisir  
de conduire



# LE PLAISIR EST UNE VIE PLEINE DE POSSIBILITÉS.

La nouvelle BMW X1 a de la place pour tout: des skis, des clubs de golf, des vélos et des planches de surf. Ce modèle inaugure le segment Premium de la catégorie compacte SAV/SUV. Avec sa vivacité, sa flexibilité et ses moteurs hautement efficaces, la nouvelle BMW X1 écrit un nouveau chapitre impressionnant de l'histoire à succès de la famille BMW X. Et ce avec une consommation extrêmement réduite pour un SAV/SUV. Conjuguez également aspect pratique et beauté exceptionnelle.

## LE PLAISIR EST LA NOUVELLE BMW X1.

**BMW EfficientDynamics**  
Moins d'émissions. Plus de plaisir de conduire.



**Emil Frey SA Genève**  
Route des Acacias 23  
1227 Genève-Acacias  
Tél. 022 308 5 308  
[www.emilfrey.ch/bmw-mini](http://www.emilfrey.ch/bmw-mini)



Michel A. Halpérin,  
Président

# Après la victoire

**L**a victoire du Parti Libéral et de l'Entente lors de l'élection du Conseil d'Etat sera vraiment belle en fonction de ce qu'elle produira. En démocratie, gagner une élection n'est pas une fin en soi. Ce qui compte, c'est ce qu'on fait de la victoire.

En 1993, l'Entente avait réussi l'exploit d'être seule au gouvernement. Le peu d'usage qu'elle a fait de ce succès lui a valu d'être sèchement désavouée par les Genevois quatre ans plus tard. Le nouveau gouvernement doit y être attentif et entreprendre sans retard les réformes concrètes et audacieuses qu'attendent les électeurs.

Isabel Rochat a pris en main la sécurité. C'est une tâche immense. Elle s'y engage avec lucidité, en toute connaissance du risque politique personnel auquel elle s'expose, faisant ainsi la preuve de son courage et de sa détermination à placer l'avenir de Genève avant toute autre considération. Pour restaurer la paix publique, il lui faudra une volonté inflexible dans l'application de la loi. Des stratégies nouvelles devront être élaborées promptement et mises en œuvre avec le concours du pouvoir judiciaire. Et surtout, la police devra être renforcée et se rassembler autour de la nouvelle conseillère d'Etat.

Certains prétendent que ce corps serait indiscipliné et porteur de revendications plus utiles à son bien-être qu'à celui de la République. Je n'en crois rien. Si certains policiers n'ont pas compris que, loin de se grandir, ils s'amenuisent en prêtant leur concours à des excès syndicalistes ou à des polémiques parlementaires, si quelques autres se sont égarés à la recherche excessive de leurs intérêts personnels, l'immense majorité connaît la noblesse de sa fonction, en est fière, et ne réclame que l'honneur de rester le premier soutien de l'Etat de droit.

C'est avec eux que le Conseil d'Etat doit reconstruire une ville où il fasse à nouveau bon vivre, où nos quais, places et jardins publics soient jour et nuit accessibles sans danger aux citoyens et où chacun pourra paisiblement et à toute heure se promener ou regagner son domicile sans crainte d'être agressé ou de se trouver nez à nez avec un cambrioleur.

Comme si ce défi ne suffisait pas, Isabel Rochat a choisi de relever aussi celui de l'environnement. Le développement durable est, d'une certaine façon, lié à la sécurité collective. Il est aussi devenu une priorité politique revendiquée par les Libéraux. En assumant cette responsabilité, notre conseillère d'Etat montre qu'elle prend au sérieux les engagements du PLG. Certes, la lutte pour la préservation de la qualité de vie n'est pas une tâche essentiellement locale, mais Genève peut y apporter une belle contribution en soutenant la formation, la recherche scientifique, et en donnant son appui à des entrepreneurs modèles. Une écologie dynamique et optimiste, plus martiale en somme que crépusculaire.

Isabel Rochat disposera de tout l'appui nécessaire pour réaliser l'ensemble de ces projets. Mais il lui faut se mettre à l'œuvre immédiatement et très visiblement. Car les Genevois, qui veulent voir et savoir où leurs élus les conduisent, ont aujourd'hui confiance en elle. Pour conserver ce précieux atout, il lui faudra non seulement agir, mais aussi communiquer.

Mark Muller a désormais le grand département qu'il appelait de ses vœux. Il maîtrise la construction, les travaux publics et tout l'aménagement du territoire. C'est enfin l'occasion de travailler efficacement pour faire aboutir, comme il le souhaite, de très grands projets.

Car il est porteur de vastes ambitions: la traversée du lac, la réalisation du nouveau quartier Praille-Acacias-Vernets, celle de la Jonction, pour n'en citer que quelques-uns. Il lui appartiendra, en premier lieu, de faire en sorte que des chantiers qui auraient dû être ouverts depuis longtemps, mais sont restés assoupis, se réveillent, par exemple à Meyrin, Plan-les-Ouates ou Thônex. Il devrait ainsi réussir à mettre sur le marché plusieurs centaines de logements à brève échéance, et plusieurs milliers en quatre ans.

Mark Muller a d'ores et déjà obtenu le soutien massif de la population pour la réalisation du CEVA. A défaut de pouvoir améliorer le tracé de ce projet centenaire, il devra le concrétiser en préservant autant que possible les habitants des quartiers que ces travaux bouleverseront. Ce pourrait être l'occasion de leur procurer des avantages précieux pour eux: parkings en sous-sol, dessertes améliorées, constructions ou rénovations de bâtiments, création ou embellissement de zones de verdure ou d'agrément. Bref, tout ce qui serait susceptible d'améliorer la qualité de vie de ces quartiers. Cela demandera, en sus de la détermination qui est la sienne, un effort particulier de disponibilité et d'écoute permettant aux personnes concernées, qu'elles soient opposantes ou partisans de ces projets, d'être consultées. Un tel dialogue, constructif et rapide, devrait donner à la réalisation de ses ambitions un puissant élan grâce auquel une Genève dynamique et ambitieuse remplacera celle de la paralysie.

Le PLG est fier de ses deux magistrats, conscient de la grandeur de leurs ambitions, qui sont aussi les siennes. Le rêve leur est permis et, ce qui est plus rare, ils peuvent le réaliser. Le discours du président du Conseil d'Etat, à la cathédrale, va dans ce sens.

Le rôle de notre parti – et il l'assumera avec enthousiasme – sera d'apporter un appui généreux à tout ce qui permettra cette réalisation en même temps qu'une critique honnête et constructive de tout ce qui pourrait l'entraver.

**Michel HALPÉRIN**  
Président

## S O M M A I R E

Dossier « Les enjeux de l'agglomération »  
page 6

Le ticket libéral était le bon  
page 10

Pour une Genève ambitieuse et ouverte  
page 12

### Rédaction

Le Nouveau Libéral est l'organe officiel du Parti libéral genevois.

Les articles ne reflètent toutefois pas nécessairement l'opinion du parti.

Rue du Conseil-Général 16  
Case postale 5540 - 1211 Genève 11  
Tél. 022 807 12 20 - Fax 022 807 12 21  
E-mail: parti@liberal-ge.ch

### Abonnement

Abonnement (1 an): Fr. 70.-  
Abonnement de soutien: Fr. 140.-  
Paraît une fois par mois,  
10 fois par an  
CCP 40-254480-6

### Editeur responsable

Parti libéral genevois

### Rédactrices en chef

Christiane Favre et Nathalie Chaix,  
membres de la présidence

### Coordination

Geoffroy de Clavière

### Photographies

Véronique Rochette

### Marketing & Publicité

Publi Annonces SA  
Rue Jacques-Grosselin 25  
1227 Carouge/Genève  
Tél. 022 308 68 78 - Fax 022 342 56 12  
E-mail: info@publi-annonces.ch

### Impression

ATAR Roto Presse SA  
Rue des Sablières 13 - Zimeysa voie 11A  
C.P. 565 - CH-1214 Vernier





## « Etre riche permet de faire n'importe quoi », ou le budget 2010 de la Ville de Genève

Alexis Barbey, Conseiller municipal

Lorsque ces lignes seront publiées, le budget 2010 de la Ville de Genève aura été adopté par la Gauche. Il affichera un excédent de recettes de plus ou moins 6 millions. Tout va donc pour le mieux dans la meilleure des villes.

Tout? Non, une poignée de magistrats revendicateurs continue d'essayer de faire du Paradis un enfer et cela par une méthode fort simple: l'impéritie (autrement appelée l'impréparation ou la politique de l'autruche).

Les interminables débats budgétaires n'ont pas encore eu lieu mais l'issue en est certaine: toute la gauche votera le budget, l'Entente et l'UDC voteront contre.

Ce qui est encore plus certain, c'est que le Conseil administratif aura donné la preuve que sa majorité (pour mémoire: 4 de gauche contre un radical) n'a simplement pas de sens des responsabilités et préfère la fuite à l'anticipation. En effet, le Conseil administratif n'a pas élaboré un budget qui procède de ses choix politiques. Il les a fui. Ne sachant pas – ou ne voulant pas savoir – quel serait le résultat du référendum sur la baisse d'impôt, le Conseil administratif s'est contenté de copier le budget de l'année précédente.

Cette attitude est symptomatique d'un gouvernement qui ne sait plus où il en est de ses projets, ni de leur réalisa-

tion. L'absence de conviction, les rivalités internes entre les trois composantes de ce gouvernement qui n'ont plus d'Alternative que le nom, tout contribue à une déroute annoncée.

Et pourtant il n'y aura aucune déroute. Lisez votre Julie: elle dira probablement qu'après une journée et une nuit de travaux, le budget 2010 a été accepté. C'est cela la démocratie. Au niveau municipal, on ne corrige le tir que tous les quatre ans. Pour Genève, c'est en mars 2011. D'ici là, l'exemple sera toujours aussi catastrophique pour les autres municipalités, toujours aussi décourageant pour ses électeurs.

A. B.

## La Ville manifeste contre la Suisse... et le monde

Le *Nouveau Libéral* combat de longue date dans ses colonnes le tic du gouvernement de la Ville de Genève qui s'érige en maître des consciences du canton, de la Suisse et du Monde. Cela faisait longtemps qu'un exemple aussi criant n'avait pas été donné en un temps aussi bref.

29 décembre 2009: les militants anti-OMC s'amassent à la place Neuve. Parmi eux, le Black Block, organisation ouvertement anticapitaliste, s'apprête à faire parler la poudre. La police est là avec la mission de leur faire barrage.

Juste à côté, deux magistrats de la Ville s'apprêtent à faire parler l'ineptie. «Il est bon de faire savoir qu'il existe une alternative au capitalisme,» dit M. Pagani. M<sup>me</sup> Salerno ne dit rien. Sa présence suffit. La police, elle, est

toujours là, avec la mission de les protéger.

Le cortège se met en branle. Peu après, le Black Block, fidèle à sa parole, dévaste les vitrines. Fidèles à leurs habitudes les conseillers administratifs filent à l'anglaise. Fidèles à leurs habitudes encore ils ne prendront pas conscience de l'écart entre la réalité et leurs fictions dogmatiques. Qu'importe les rues genevoises, c'est le monde qu'il faut commencer par changer.

Deux jours plus tard, séance plénière du Conseil municipal et lendemain d'une certaine votation sur les minarets. On prend les mêmes et on recommence. Rémy Pagani, maire de Genève par la volonté de sa majorité, demande que l'on suspende la séance pour... aller manifester avec ceux qui se lamentent du résultat du vote fédéral.

Deux exemples en trois jours de l'affligeante attitude de la gauche municipale: on donne des leçons sans rien faire, on pense que c'est le monde qui doit changer. L'autisme est érigé en

doctrine. Heureusement la démocratie – et le capitalisme – sont plus forts que les doctrines.

A. B.

### B R E V E

#### CEVA: la Ville utile ?

Lors de ce qui sera peut-être reconnu comme le vote le plus important pour Genève de ces deux dernières décennies, le CEVA vient d'être accepté. Il vaut la peine de mentionner que le groupe municipal libéral a un peu contribué à ce beau succès. En effet, en alliance avec A Gauche Toute (eh oui!) les Libéraux ont engagé la Ville à financer à hauteur de 300 000 francs l'étude d'un tunnel souterrain entre la gare de Champel et l'hôpital. Cela dans le but d'assurer que le quartier de Champel souffre le moins possible du trafic piétonnier consécutif au CEVA. C'était peut-être une goutte d'eau dans l'océan, mais si elle n'avait pas été là, elle manquerait à l'océan.

Alexis Barbey



## Mille fois remettre l'ouvrage sur le métier

Alain Meylan, chef de groupe

**P**assée la gueule de bois des élections au Grand Conseil, il faut maintenant digérer et étudier attentivement les signaux transmis par la population au travers de son vote. Nous n'avons pas à rougir – bien au contraire – de l'action de notre groupe durant ces quatre dernières années. Mais force est de constater que ce travail de fond, empreint de responsabilité gouvernementale, respectueux des institutions, n'a pas apporté le succès escompté.

Voilà pour le passé ! Mais l'avenir doit nous appartenir et je tiens à féliciter d'abord Ivan Slatkine, qui a été particulièrement actif et apprécié durant les

deux années où il a été notre chef de groupe et, ensuite, nos nouveaux députés élus. Nul doute qu'ils sauront rapidement faire bénéficier le groupe de leurs compétences.

L'avenir passera par une rapide définition des priorités afin que nous puissions porter les thèmes qui nous sont chers par des actes législatifs d'envergure au Grand Conseil, tant l'on sait que le chemin législatif est long et souvent fastidieux. Selon notre habitude, nous aurons l'occasion d'en débattre lors d'une séance « au vert ».

La séance d'ouverture de cette 56<sup>e</sup> législature s'est déroulée jeudi 4 novembre sous la présidence de notre collègue Francis Walpen.

Auparavant, un caucus regroupant les anciens députés et les élus a permis de définir les tâches des uns et des autres au sein des commissions. Opération toujours délicate tant le groupe libéral est riche de personnalités dont les aptitudes sont excellentes.

Bien que peu renouvelé, je remarque que le groupe des députés élus est comme jamais motivé à soutenir et porter le programme du parti fort des valeurs et des convictions libérales. La richesse de ce groupe est toujours aussi enthousiasmante avec sa diversité, que ce soit tant au niveau des compétences que de sa représentation géographique. Qui dit groupe fort dit assurément des discussions animées qui doivent déboucher sur des positions renforcées et plus claires pour la population.

Il convient de canaliser ces énergies pour les utiliser à bon escient dans le travail parlementaire des commissions. Je suis persuadé que la motivation est totale pour affronter les enjeux futurs que représente le développement nécessaire de notre canton, voire de notre région.

Nos compétences ne doivent rien envier à notre ténacité à faire aboutir nos projets et défendre nos idées en remettant mille fois l'ouvrage sur le métier si nécessaire.

Je me réjouis de conduire cette dynamique de groupe essentielle au succès pour notre parti qui ne passera pas, sans doute, sans resserrer, voire fusionner, certaine alliance.

A. M.

### B R E V E

Ouverte sous la présidence de notre collègue Francis Walpen, la première séance du Grand Conseil a vu l'accession de Guy Mettan (PDC) à la plus haute marche du perchoir. Il sera le premier citoyen du canton pendant une année et sa succession sera assurée par Renaud Gautier, brillamment élu vice-président.

Les joutes parlementaires ont débuté dès le lendemain. Cela a été l'occasion pour notre groupe de tenter de contrer un projet de loi du Conseil d'Etat visant à rendre légal le budget 2010. En effet, son déficit annoncé obligeait le gouvernement, en vertu des lois et notamment de l'adoption de l'initiative libérale antidette, à prendre des mesures d'économie.

Las ! malgré plusieurs amendements, tous refusés, et une dernière tentative de correction du projet de loi avec l'Entente et l'UDC, la loi a été acceptée à une courte majorité par la minorité (!). Eh oui ! premier effet de la nouvelle composition du parlement, malgré une majorité de 51/49, une ou deux absences peuvent faire basculer un vote. A l'avenir les rangs devront être serrés si nous voulons assumer notre politique.

Alain Meylan

### H U M E U R

#### Jean qui rit, Jean qui pleure ! Ou douche froide et douche chaude !

Voilà mon sentiment pour ce billet d'humeur. D'abord froide mais sans être glaciale suite aux résultats des élections du Grand Conseil qui voit notre groupe reculer en terme de suffrages et donc de sièges. Nous restons toutefois le premier parti du canton.

Ensuite le chaud avec la magnifique campagne d'Isabel et Mark (bravo !) avec à la clé une brillante élection pour l'une et l'autre. Voilà qui nous redonne quelques couleurs et surtout une formidable envie de construire ensemble le développement de notre territoire accompagné du bien-être et de la sécurité de sa population. Bref ! Il est temps d'oser Genève en rêvant certes, mais avec une farouche volonté d'aller de l'avant.

Mais attention, la population a délivré un message d'avertissement en accordant beaucoup de voix – et à l'évidence quelques trop nombreuses voix libérales – au MCG. Nous nous devons d'en tenir compte et d'analyser ce sentiment et ce cri de la population. A nous de trouver des solutions pour rassurer nos concitoyens sans toutefois rentrer dans le populisme. Tout un programme !

A. M.

# Le projet d'agglomération trace les grandes lignes du développement du grand Genève

En pleine évolution démographique, le bassin genevois comptera un million d'habitants d'ici une vingtaine d'années. Genève et sa région sont prêtes à relever les défis qui l'attendent.

À la base, le concept de projet d'agglomération franco-valdo-genevois est un concept relativement flou. Il naît pourtant d'un simple constat : la région comptera d'ici 2030 près d'un million d'habitants, soit 200 000 habitants et 100 000 emplois supplémentaires. La projection émane de l'Observatoire statistique transfrontalier qui – et c'est une première – a compilé les données des régions concernées. La zone touche deux pays (la France et la Suisse), deux cantons (Genève et Vaud) ainsi que deux départements français (l'Ain et la Haute-Savoie). Elle s'étend sur 2000 km<sup>2</sup>. Ce ne sont pas moins de 210 communes qui sont concernées.

Il faut savoir que la Confédération helvétique offre aux agglomérations suisses son soutien financier pour le développement de leurs infrastructures de transport, moyennant l'élaboration d'un projet d'agglomération. Un fonds de 6 milliards de francs suisses est prévu : 2,5 milliards ont déjà été attribués à des projets dits « urgents », dont 850 millions à l'agglomération franco-valdo-genevoise (partie suisse de la liaison CEVA 550 millions, tramways Cornavin-Meyrin-CERN TCMC 210 millions et Cornavin-Onex-Bernex TCOB 90 millions).

À l'avenir, le fonds fédéral sera débloqué sous la forme d'enveloppes financières échelonnées par périodes de quatre ans. Les projets devront être prêts à la réalisation au début de chaque période quadriennale – 2011 pour la première tranche, puis 2015 et 2019.

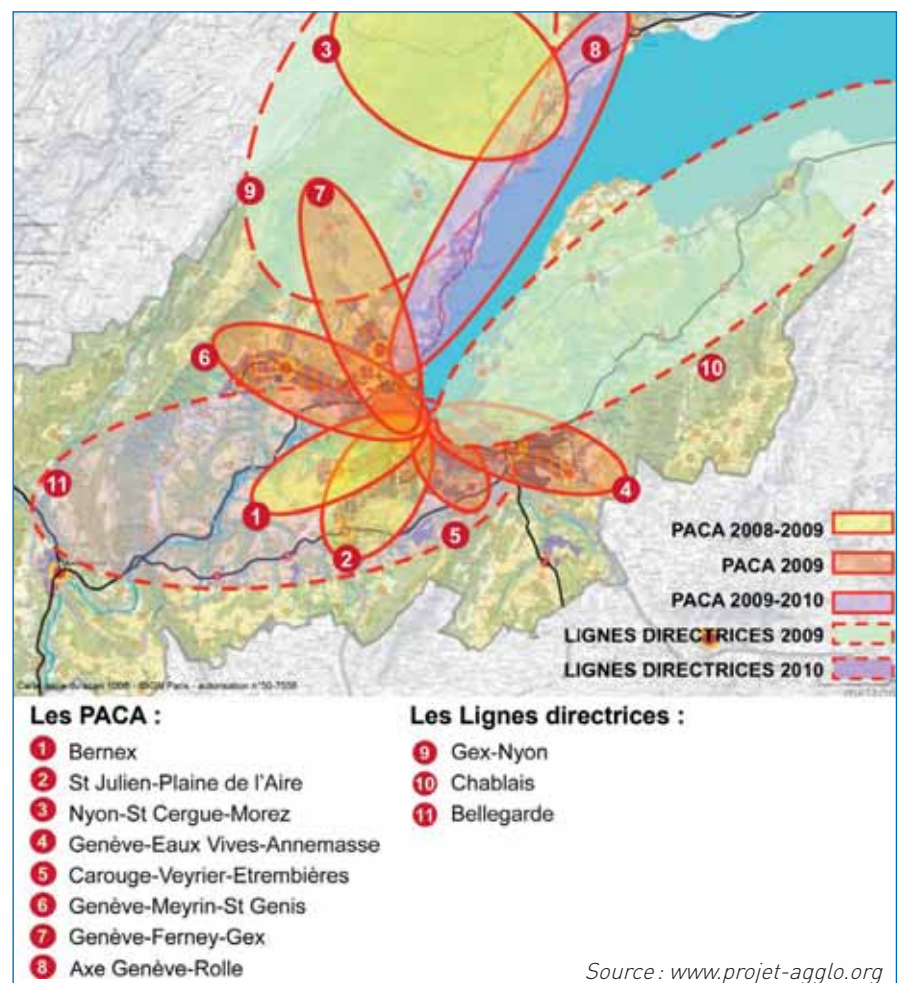
Le projet d'agglomération, dont la charte a été signée en décembre 2007 par les autorités concernées, trace ainsi les grandes lignes du développement à venir. Il définit, dans un projet global, la construction d'une agglomération transfrontalière durable, permettant un développement équilibré et équitable.

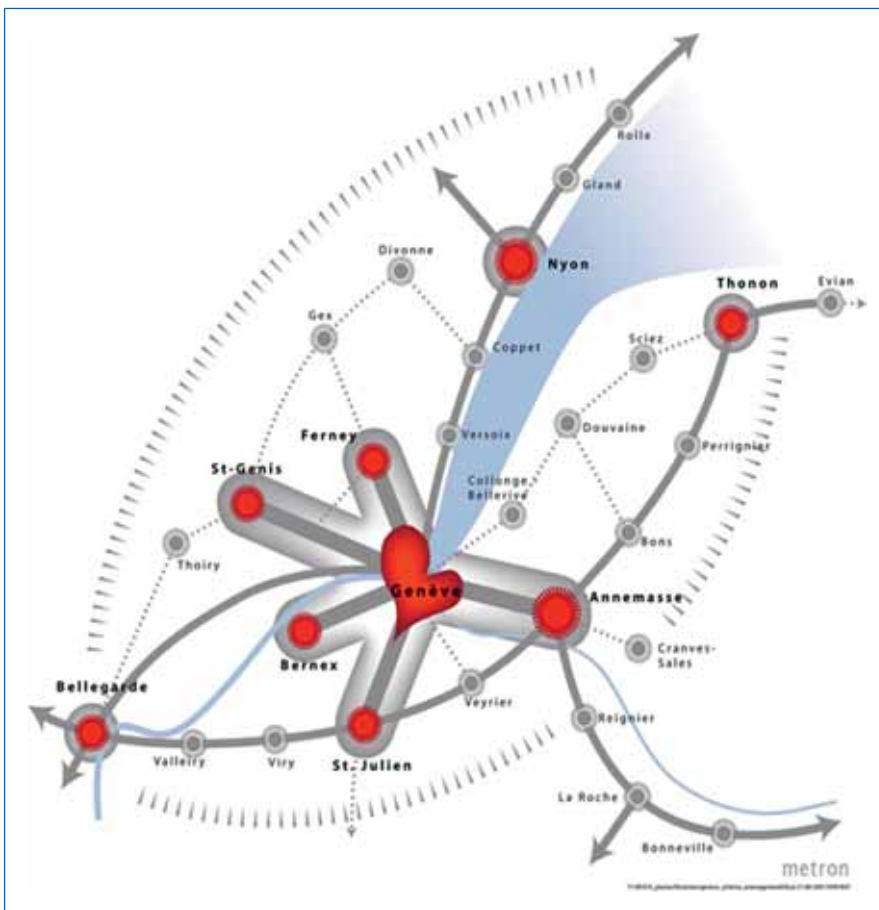
La région est prête aux défis qui l'attendent. Des défis qui vont du logement à la mobilité en passant par la formation, le social, la culture et bien entendu l'emploi. L'objectif retenu pour freiner la périurbanisation, favoriser l'utilisation des transports collectifs et structurer une agglomération compacte et multipolaire (s'appuyant sur plusieurs centralités de part et d'autre de la frontière) est de répartir 50% de la croissance envisagée sur le canton de Genève et 50% dans les territoires français et vaudois.

Pour des raisons de cohérence et d'efficacité, l'agglomération a été divisée

en huit périmètres d'aménagement coordonné d'agglomération, les fameux PACA, sortes de pétales géants « des-sinés » dans le paysage du canton. La répartition se fait au niveau d'axes de développement. Parmi les études terminées pour Genève, les tests ont démontré une capacité d'accueil à l'horizon 2030 :

- Pour le PACA Bernex : 18 000 à 21 000 habitants et 11 000 à 17 000 emplois ;
- Pour le PACA Saint Julien-Plaine de l'Aire : 32 000 à 36 000 habitants et entre 14 000 à 19 000 emplois.





Pour les politiques de services, en matière de logement, des investigations sont menées afin d'identifier les leviers pour faciliter la construction de logements durables. En matière d'économie, un inventaire du foncier et des besoins des entreprises à l'échelle de l'agglomération est en cours pour localiser la bonne entreprise au bon endroit. Il s'agit de la Politique des pôles de développement économique (PPDE).

La finalité du projet ? L'agglomération a tous les atouts d'une métropole internationale dynamique, attractive et agréable à vivre. Elle a cependant ses points faibles. Imputables en grande partie à sa position frontalière, qui n'a pas permis de maîtriser les principaux paramètres du processus d'étalement urbain. En s'engageant dans le projet, les territoires visent à surmonter le handicap de la frontière, maîtriser l'étalement urbain, mieux répartir l'habitat et l'emploi et construire, ensemble, un développement durable.

## « Réfléchir à plus grande échelle »

Architecte genevois de 46 ans, Charles Pictet est l'auteur du projet de Colovrex.

«Le CEVA constitue un pas important que je vois comme le début d'une série de projets à grande échelle», affirme Charles Pictet. «L'idée du projet d'agglomération est de penser plus globalement notre ville et notre canton, de les lier avec la France voisine et le canton de Vaud. C'est l'un des grands enjeux de notre région !»

«Genève demeure le cœur de l'agglomération avec la requalification du secteur Praille-Acacias-Vernets (PAV) et base l'expansion de la surface urbanisée sur trois projets principaux : la Chapelle-les-Sciers, les Communaux d'Ambilly et les Vergers à Meyrin. Ces trois projets sont en cours de planification.»



La qualité de ce projet d'agglomération ? «Sans aucun doute de penser notre territoire à l'échelle de notre région, répond Charles Pictet. Il faut se rendre compte d'une chose. Pendant des années, Genève est restée inactive. On planifiait peu chez nous. Du coup, la pression du développement s'est faite en France voisine.»

«Nos voisins français ont subi un développement souvent anarchique tandis que Genève préservait la qualité d'une ceinture agricole qui lui confère

une qualité de vie exceptionnelle. On a libéré peu d'espace dans notre canton. Genève est en retard en ce qui concerne la réflexion sur l'agglomération. Avec des études comme le projet dont on parle, nous comblons ce retard.»

«Sur le sujet de la mobilité cependant, selon moi, une incongruité de ce projet est de ne pas avoir prévu de traversée du lac. On l'a soigneusement évitée mais à l'évidence on ne pourra s'en passer pour préserver le centre de l'agglomération.»

«On imagine bien un tunnel allant du Vengeron à Thônex-Vallard.» Charles Pictet connaît bien le secteur car il est à l'origine de la proposition de créer une importante zone d'activités en bout de la piste de l'aéroport où il souhaite transférer des activités actuellement sur le secteur du PAV. «C'est un projet indissociable du développement de la zone Praille-Acacias-Vernets qui doit permettre de libérer la pression sur les terrains du centre ville.»

## « Genève se réveille d'une période de léthargie »

**Benoit Genecand, 45 ans, président de la Chambre genevoise immobilière**



« Le projet d'agglomération franco-valdo-genevois, qui a pris son essor sous Robert Cramer, est intéressant à plusieurs niveaux. Il traite de domaines comme le logement et la mobilité mais pas uniquement, puisqu'il s'étend aux aspects culturels, l'enseignement, etc. Il s'agit véritablement d'un projet pour que la population puisse mieux vivre ensemble. Et ce malgré la frontière. Je crois que très peu de projets possèdent une telle intensité. »

Benoit Genecand est enthousiaste: « Avec cette étude, on a en main un projet de vision à long terme: une véritable politique urbanistique. Les études qui ont été réalisées montrent que d'ici 2030, la région comptera près d'un million d'habitants, soit 200 000 personnes et 100 000 emplois supplémentaires. Cela signifie concrètement que Genève a besoin de 50 000 logements. Nous devons

par conséquent construire 2500 logements par an pendant quinze ans. » Possible? « Oui, répond sans hésitation le président de la Chambre genevoise immobilière. Il faut savoir que de 2001 à 2008, 1360 logements ont été construits en moyenne par an à Genève. Donc, 2500 par an, c'est possible avec tous les grands projets existants comme la Chapelle-les-Sciers, les Commuanux d'Ambilly, etc. On peut aussi compter sur la densification de la zone villas, les surélévations d'immeubles, les PPE, les coopératives, les LUP. Il faut absolument détendre le marché du logement. »

Bref retour sur le passé. « Au cours de ces trente dernières années, Genève a eu une vision de concentration de l'urbanisation puisque l'on a protégé plus de 50% du territoire en

zone agricole. Du coup, le développement s'est fait sur le canton de Vaud, la France voisine. Pendant la même période, des villes comme Zurich ont su penser l'agglomération dans sa totalité. A Zurich, on a construit du logement en fonction des transports publics. Si Genève a loupé son urbanisme, c'est parce qu'elle a loupé sa mobilité. »

« Pour moi, la question de base est simple: veut-on ou non du développement? Mais la réponse n'est pas si aisée... Même dans les rangs libéraux. Ce qui est sûr, c'est que si l'on s'enferme, Genève deviendra une petite ville de province. Le projet d'agglomération est la seule voie si l'on accepte la voie du développement. Je rappelle que la Confédération trouve le projet bon. Il est en tous les cas indispensable si l'on accepte le développement. Politiquement, il n'y a pas d'alternative. Personnellement, je suis rassuré par l'issue du scrutin sur le CEVA: Au-delà de la mobilité accrue, c'est un vote de confiance dans le développement de l'agglomération. Les Genevois ont dit oui à un accroissement démographique et économique du bassin de population. Après ce signal très positif, je suis plus optimiste encore sur notre capacité à débloquent le dossier du logement à Genève. J'ai un peu l'impression que Genève se réveille d'une période assez longue de léthargie et m'en réjouis. »



**LA LOUPE, SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE Sàrl**  
Révisions - Fiscalité - Expertises

**vous apporte sa compétence et son savoir-faire pour résoudre vos problèmes**

3, place du Cirque - 1204 Genève - Tél. 022 320 58 80 - Fax 022 320 58 84  
info@laloupe.ch

www.moservernet.ch

## Gérance • Promotion Courtage



10, chemin Malombré  
Case Postale 129-1211 Genève 12

Tél. 022 839 09 00 - Fax 022 839 91 00

**PepeTV Sàrl**

Anciennement Choisy-hifi

rue de villereuse 6  
1207 Genève  
tél. 022 736 97 73  
fax 022 786 96 15  
info@pepetv.ch



téléseaux  
antennes, satellites  
vente réparations  
radio télévision

Agence immobilière

Gérance

Promotion

Ventes

Assurances



Rue de la Fontaine 5  
Case postale 3612  
CH - 1211 Genève 3

**RÉGIE  
FONCIÈRE**

Tél.: 022 817 08 17 - Fax: 022 817 08 99

E-mail: info@regiefonciere.ch  
www.regiefonciere.ch

## « Un projet évolutif qui ne comporte que des avantages »

**Patrice Plojoux, 59 ans, maire de Russin et membre du CRFG (Comité régional franco-genevois)**

«Le plan d'agglomération franco-valdo-genevois ? C'est une mise à plat du futur de notre région. Nous avons travaillé par PACA (périmètre d'aménagement coordonné d'agglomération) et, maintenant, il s'agit de les relier.»

Pour Patrice Plojoux, le détonateur du projet a été, sans conteste, la Confédération helvétique, qui finance les projets dits structurants. «La première phase de l'étude a déjà été remise à la Confédération qui l'étudiera l'an prochain. Une première tranche de la subvention doit être touchée en 2011. Nous en sommes actuellement à la deuxième phase du projet», ajoute-t-il.



Patrice Plojoux participe activement à l'avenir de sa région en tant que membre du Comité régional franco-genevois, qui pilote le projet d'agglomération: «Cette étude a permis déjà de booster des projets comme le CEVA qui vient d'être accepté par les Genevois et des lignes de trams comme le TCMC et le TCOB. LE TCMC arrivera au CERN en 2010. Et le TCOB à Bernex en 2011.»

Le maire libéral de Russin le sait: «L'avenir de Genève dépasse la frontière de notre canton. Il est vrai qu'à Genève, par rapport à Zurich et Bâle

par exemple, nous avons eu du retard dans nos infrastructures, notamment dans tout ce qui concerne les transports. Nous sommes actuellement en train de combler ce retard. Certes, cela occasionne des travaux et des bouchons pour les automobilistes. Pour le moment. A noter que nous devons également combler ce retard par rapport au réseau routier, sans oublier la quatrième voie d'autoroute.»

«Pour moi, le projet d'agglomération franco-valdo-genevois ne comporte que des avantages. C'est une manière de préserver des zones de détente et de densifier d'autres zones. On a tout à y gagner! Nous avons en quelque sorte fait une photo de notre région et en avons déterminé les priorités. C'est un gros travail de recensement qui a été fait. Aujourd'hui, nous mettons en place notre avenir. Ce projet est évolutif, il nous sert de plan directeur dans de nombreux secteurs. Il est important de relever que l'ensemble des acteurs jouent le jeu dans ce dossier, des deux côtés de la frontière. Nous avons régulièrement des réunions et des ateliers de travail.»

## « Entre les grands principes, les bonnes intentions et la réalité du terrain, il n'en va pas forcément de même ! »

**Thomas Barth, conseiller administratif de Veyrier, 34 ans**

«Le principe consistant à anticiper notre avenir est évidemment louable !» constate Thomas Barth. Le conseiller administratif libéral de la commune de Veyrier connaît bien les sujets transfrontaliers. «Nous collaborons déjà sur de nombreux sujets avec les autorités d'Etrembières, relève-t-il. En ce qui concerne Veyrier, nous n'avons pas attendu cette



étude pour travailler avec nos voisins français.»

Thomas Barth émet tout de même un bémol en ce qui concerne le projet d'agglomération: «Il s'agit d'un document de travail utile, sans aucun doute. Mais il ne faut pas négliger la réalité du terrain et notamment les desiderata des communes.» Le libéral cite à cet égard l'exemple des Grands-Esserts, soit le projet cantonal de déclassement de zone agricole puis de construction de 1300

logements à Vessy, qui figure en bonne place dans le projet d'agglomération. Or, la commune de Veyrier s'oppose à une urbanisation rapide du lieu à court ou moyen terme et en tous les cas pas avant 2020-2025, privilégiant dans un premier temps l'urbanisation de la couronne du village. L'exécutif communal, soutenu par son Conseil municipal, juge en effet ce projet cantonal «insensé» compte tenu de la physionomie de Veyrier, mais encore des problèmes liés à la mobilité ou à la pollution onore notamment. «On le voit, entre les grands principes, les bonnes intentions et la réalité du terrain, il n'en va pas forcément de même», poursuit Thomas Barth.

«Le projet d'agglomération franco-valdo genevois demeure quoi qu'il en soit un enjeu de taille pour la région. Il faut désormais dépasser le stade des beaux discours, préciser et surtout concrétiser. Quoi qu'il en soit, Genève n'est plus un village gaulois, et cela, il faut impérativement l'intégrer.»

# « Le ticket libéral était le bon »

Directeur de la Fédération des Entreprises Romandes Genève (FER Genève), **Blaise Matthey** décrypte les résultats des élections de cet automne. Rencontre.

« Le ticket libéral était le bon », s'enthousiasme Blaise Matthey, ravi que l'Entente ait retrouvé la majorité au gouvernement. Enfin, la droite est de retour aux affaires. Après quatre ans d'absence, elle a reconquis la majorité du Conseil d'Etat. Avec Mark Muller, Isabel Rochat, François Longchamp et Pierre-François Unger, Genève va pouvoir apporter des solutions concrètes à des problèmes récurrents comme le logement et renforcer une politique d'ouverture, à la base de la prospérité de notre canton. « Attention, prévient le directeur de la FER Genève, sans cette politique d'ouverture, l'horizon se bouchera rapidement ! »

Le patron des patrons fait le bilan. Trois sièges libéraux en moins mais un siège au gouvernement en plus. Le Parti libéral reste le premier parti du canton. Certes, l'élection du Grand Conseil du 11 octobre dernier a sensiblement modifié le visage du Parlement genevois. Comme l'on pouvait s'y attendre avec la montée du Mouvement citoyen genevois (MCG), les partis de l'Entente ont enregistré un léger recul (42 sièges). L'UDC – « qui a subi une défaite, dont je ne me réjouis pas » – enregistre une perte de 2 sièges, avec 9 députés pour la future législature. Cette nouvelle configuration assure néanmoins une majorité de 51 fauteuils aux partis du centre et de droite. L'Alternative a reculé d'un représentant, avec un total de 32 députés (moins 2 pour les socialistes, plus 1 pour les Verts). A l'instar de l'élection de 2005, les partis d'extrême gauche n'ont pas atteint le quorum, essentiellement en raison de leurs divisions.

L'explosion du MCG, qui double quasiment sa représentation en passant de 9 à 17 députés, constitue un élément important de l'élection au Parlement. « Sans doute les questions posées par ce parti sont-elles le reflet partiel des préoccupations de la population genevoise. Mais les réponses apportées sont inadéquates », ne peut que constater Blaise Matthey. Reste que la montée du mouvement populiste a bel et bien fait entendre « le coup de gueule des Genevois autour de la sécurité et de la salubrité, également de l'emploi. Vous savez, avec des solutions simplistes impossibles à mettre en œuvre, on récolte des voix ! », relève l'ancien député. N'empêche. Le directeur de la FER Genève le sait. Il s'agit maintenant de répondre au « coup de gueule des Genevois. » Et d'espérer que dans la nouvelle configuration du Grand Conseil, « le MCG ne se transformera pas en force d'opposition systématique. L'UDC n'a pas capté le courant populiste. Lors de la précédente législature, elle avait su se montrer très proche des partis de l'Entente, montrant qu'elle pouvait faire des compromis ! J'espère qu'au cours de ces quatre prochaines années, l'UDC pourra travailler avec l'Entente sur des projets en commun. C'est indispensable pour avoir une vraie majorité au Parlement ! »

Montée en force du MCG et défaite pour le Parti socialiste. « Le PS est un parti rempli de contradictions qui assume mal son destin gouvernemental, analyse Blaise Matthey. Contrairement aux Verts qui sont beaucoup plus pragmatiques et qui, dans cette élection au Conseil d'Etat, ont été tirés par deux ministres. La base les a suivis. Tel n'est pas le cas au PS. A l'instar de plusieurs partis socialistes de par le monde, le PS genevois nie une certaine réalité sociale. Beaucoup de gens appartenant à la classe moyenne ne se

reconnaissent pas dans le discours paupérisant du Parti socialiste. » Quant aux Verts, « il s'agit d'une véritable tendance de société. Les gens sont de plus en plus préoccupés par l'environnement, c'est indéniable. Mais les Verts ne disent pas non plus qu'ils vont complètement changer la société. A Genève en tous les cas, ils ont l'aptitude à être pragmatiques par rapport aux problèmes économiques et sociaux. Ils ont beaucoup gagné en crédibilité. »

Pour Blaise Matthey, le précédent gouvernement (qui a fonctionné de manière collégiale) n'a de loin pas démerité. « Il a su réformer la loi sur le chômage, ce qui a permis de maîtriser la situation de l'emploi. Les finances du canton ont été redressées, même si la conjoncture y a largement contribué. Les entreprises, ainsi que les familles et la classe moyenne, vont pouvoir bénéficier d'un allègement de leur charge fiscale. Enfin, le Conseil d'Etat a lancé une politique d'investissements ambitieuse qu'il s'agit de poursuivre. » Mais pour que Genève puisse continuer à tenir son rôle de centre économique et diplomatique et à assurer à ses habitants des conditions de vie de qualité, le gouvernement doit être en phase avec la majorité parlementaire, rappelle encore une fois le directeur de la FER. « Genève a besoin de se conforter comme place financière et comme place internationale. Si la Cité de Calvin jouit d'une reconnaissance énorme de par le monde pour une ville de cette taille, « il importe d'assurer la pérennité de nos entreprises et de maintenir la présence des multinationales ».



L'enjeu est de savoir où implanter les entreprises et de trouver des logements pour les collaborateurs. « Genève a fait œuvre de pionnier en créant des zones de développement après la Seconde Guerre mondiale. Maintenant, il s'agit de se projeter une nouvelle fois

**Avocat de formation, Blaise Matthey, 51 ans, a quitté le barreau en 1988 pour rejoindre la Fédération des Entreprises Romandes Genève, ex-Fédération des syndicats patronaux. Il en a gravi tous les échelons, succédant ainsi à Michel Barde en 2007. Blaise Matthey a siégé sur les bancs du Grand Conseil sous la bannière libérale de 2001 à 2005.**

dans l'avenir, de revoir le plan cantonal. La population doit comprendre qu'il faut aller de l'avant. Il est tout de même étonnant de constater que tous les gros projets ont fait l'objet d'un vote populaire! Je pense notamment au CEVA et, avant, à l'autoroute de contournement,

l'aéroport, etc. C'est étrange, les Genevois veulent du développement et en même temps ils ont tendance à en avoir peur...» Les enjeux de la prochaine législature? Le logement bien entendu, la réalisation de projets d'infrastructures comme la troisième voie autorou-

tière, le PAV (Praille-Acacias-Vernets), le CEVA, etc. Egalement des enjeux liés à la fiscalité: «La concurrence fiscale interne et externe existe, les pressions aussi. Les menaces sur le secret bancaire sont toujours présentes. Genève doit faire attention!»

## Le nouveau Conseil d'Etat gagne en cohérence

L'un des mots d'ordre de la législation du nouveau Conseil d'Etat? Construire. Construire le CEVA. Construire 2500 logements par année. Et conduire la réforme de la police genevoise. Le gouvernement a prêté serment le lundi 7 décembre dernier à la cathédrale Saint-Pierre. Pour cette nouvelle législature, les départements ont été partiellement remaniés. Le Conseil d'Etat indique avoir voulu gagner en cohérence, dans la mesure où certaines thématiques sont transférées d'un département à un autre pour gagner en efficacité. Il en va ainsi de l'aménagement, qui rejoint le DCTI, réunissant ainsi planification et réalisation des projets. Ce département, en charge des investissements, devient également responsable de l'obtention des financements fédéraux des infrastructures de transports. Le sport est désormais intégré au Département de l'instruction publique, comme dans de nombreux cantons, ce qui permettra une mise en œuvre plus aisée de l'encouragement au sport, notamment auprès des plus jeunes. Enfin, le service des votations et élections rallie la chancellerie, déjà en charge du vote par Internet dont l'importance ira croissant.

Les grandes régies publiques ont été réparties de manière plus harmonieuse. L'objectif consiste à opérer un contrôle plus strict de ces entités. C'est ainsi que les Transports publics genevois (TPG) dépendront du Département de l'intérieur et de la mobilité et les Services industriels de Genève (SIG) du Département de la sécurité, de la police et de l'environnement. Les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) resteront sous la tutelle du Département des affaires régionales, de l'économie et de la santé et l'Aéroport international de Genève (AIG) sous celle du Département de la solidarité et de l'emploi.

Le conseiller d'Etat libéral Mark Muller se dit personnellement «heureux que l'aménagement rejoigne son département, déjà en charge du logement et de la construction des infrastructures.» «Cela permet de réunir dans un même dicastère planification et réalisation des projets. Je disposais déjà du moteur pour construire, je reçois aujourd'hui en plus le carburant pour l'alimenter (les terrains)», ajoute Mark Muller.

Et de poursuivre: «L'intégration de l'environnement au sein du département

d'Isabel Rochat est de très bon augure. Nous serons en effet appelés à interagir très étroitement, qu'il s'agisse d'optimiser les consommations énergétiques dans les bâtiments de l'Etat, dont le DCTI a la charge, ou de mieux intégrer le service cantonal de l'énergie dans les procédures d'autorisation de construire. Plus généralement, je suis heureux que des thématiques aussi importantes que l'aménagement, la sécurité, l'environnement et la région reviennent dans le giron de l'Entente.»

### DÉPARTEMENT DES FINANCES (DF):

**M. David Hiler**

Département des finances  
+ office des poursuites  
+ office des faillites

### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DE LA CULTURE ET DU SPORT (DIP):

**M. Charles Beer**

Département de l'instruction publique  
+ coordination du sport  
+ commission cantonale du Sport-Toto

### DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ, DE LA POLICE ET DE L'ENVIRONNEMENT (DSPE):

**M<sup>me</sup> Isabel Rochat**

Département des institutions  
+ direction générale de l'environnement  
+ service des affaires militaires  
+ services industriels de Genève

### DÉPARTEMENT DES CONSTRUCTIONS ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (DCTI):

**M. Mark Muller**

Département des constructions et des technologies de l'information (DCTI)  
+ direction générale de l'aménagement du territoire

### DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR ET DE LA MOBILITÉ (DIM):

**M<sup>me</sup> Michèle Künzler**

Département du territoire  
+ office de la sécurité civile

### DÉPARTEMENT DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'EMPLOI (DSE):

**M. François Longchamp**

Département de la solidarité et de l'emploi (DSE)  
+ Fondation et exploitation de l'ARENA

### DÉPARTEMENT DES AFFAIRES RÉGIONALES, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SANTÉ (DARES):

**M. Pierre-François Unger**

Département de l'économie et de la santé (DES)  
+ service des affaires extérieures



# Pour une Genève ambitieuse et ouverte

Mark Muller, Conseiller d'Etat

**A**u-delà du prochain discours de Saint-Pierre, il incombera au futur gouvernement de proposer une vision d'avenir aux Genevois. Quelle Genève voulons-nous bâtir pour les prochaines décennies ? Sur quelles valeurs fonder cette évolution ? Quelle place pour Genève au sein de la Suisse et de la région ?

La prospérité et la qualité de vie dont nous jouissons à Genève reposent sur notre capacité à offrir des emplois de qualité et à créer des richesses, grâce à des décisions fondatrices telles que celle d'accueillir la Société des Nations à Genève en 1919 ou celle, la même année, de construire l'aéroport. Notre situation privilégiée est fondée sur notre place financière, nos industries, la Genève internationale et notre environnement naturel. Or, ces atouts ne sont pas éternels. Si nous devons les défendre fermement, nous devons aussi tout mettre en œuvre pour doter Genève de nouveaux points forts, de nouvelles perspectives.

Au-delà des efforts accrus et constants à entreprendre dans des domaines de base comme la sécurité, les transports, la formation et le logement (et comment !), je propose de développer trois domaines-clés : la formation (et en particulier la recherche scientifique),

la culture et les sports. C'est par là que passe l'avenir de Genève, le maintien de notre niveau de vie et du lien social sans lequel tout progrès serait vain.

En ce qui concerne la recherche, il s'agit de prendre conscience de la richesse du travail effectué dans plusieurs facultés de notre université et du niveau d'excellence de nos scientifiques. Donnons-leur les moyens de mener leurs recherches de pointe dans des conditions optimales ! J'entends ainsi réaliser le centre de recherche sur le cerveau (Blue brain) prévu à la pointe de la Jonction. Je veux aussi permettre à nos physiciens de développer le pôle de compétences qu'ils ont créé à Genève. Les découvertes de nos chercheurs déboucheront, et c'est fondamental, sur la création d'entreprises et d'emplois à Genève.

Le développement économique de Genève devra s'accompagner du développement de l'offre culturelle et sportive, et ce pour deux raisons.

En premier lieu, l'attractivité d'une ville, que ce soit pour le tourisme ou de nouvelles entreprises, repose notamment sur les loisirs qu'il est possible d'y pratiquer. D'où ma volonté d'enrichir les équipements sportifs à Genève. D'où la nécessité aussi de

développer l'enseignement des arts et les lieux de culture, comme un grand centre culturel dans le quartier Praille-Acacias-Vernets (PAV).

En second lieu, si la production culturelle et la pratique sportive ne sont pas du ressort de l'Etat, il est du devoir des autorités, à une époque où l'éclatement de la famille, le développement d'Internet et l'ouverture des frontières provoquent de nouvelles tensions, de nouvelles habitudes, de veiller à renforcer les liens entre les gens et la compréhension de l'autre. La lutte contre l'isolement et le populisme passe par là.

Genève est à un tournant de son histoire. Au moment où la région se construit, les Genevois ont la chance de pouvoir redessiner leur ville. Ma vision de Genève comprend bien sûr la traversée du lac, une ville s'étendant jusqu'à Plan-les-Ouates grâce au PAV et un réseau RER performant grâce au CEVA. Mais elle repose avant tout sur une économie dynamique et sur des habitants à l'esprit ouvert, curieux et bien dans leur peau.

Gouverner, ce n'est pas seulement prévoir. C'est décider aujourd'hui pour demain.

M. M.

## A G E N D A

Les bureaux du PLG seront fermés du 23 décembre au 3 janvier inclus

Bonnes fêtes à tous et meilleurs voeux de la part du secrétariat

11 janvier à 18 h 30

Bureau Directeur

13 janvier à 19 h 30

Assemblée des délégués (prises de positions votations du 7 mars)

18 janvier à 18 h 30

Apéritif de fin d'année du PLG à la Société de lecture

## PORTALES & BONNET

combustibles

197, route du Mandement  
Téléphone 022.753.24.00

1242 Satigny  
Fax 022.753.25.35

## LUMINANCE

LA LUMIÈRE OÙ IL FAUT  
COMME IL FAUT !

ÉCLAIRAGE CONTEMPORAIN

28, rue Contamines - Champel - 1206 Genève - Fax 022 347 00 36



© 022 346 40 36

# Conseillers nationaux



## Il suffirait parfois de si peu...

Christian Luscher, Conseiller national

Les élus sont souvent pétris de bonnes intentions lorsqu'ils déposent projets, motions et autres actes parlementaires. Ils oublient néanmoins que quoi qu'ils fassent, l'administration veille au grain ou plutôt aime mettre son grain de sel dans les affaires politiques. C'est ainsi que dans l'ignorance générale, l'administration édicte règlements et circulaires dont les effets, rarement destinés à faciliter la vie du citoyen, sont plus importants que moult gesticulations devant l'Assemblée fédérale.

### B R E V E

Le Parlement va abondamment débattre du budget 2010 durant ce mois de décembre. On verra passer toutes sortes d'amendements pour aggraver un déficit qui, pour l'heure, est de 1,8 milliard. Les socialistes et les Verts avanceront plein d'idées sur la façon de dépenser le 1,2 milliard gagné sur l'opération UBS. Mais en définitive, le budget sera voté pour autant qu'il respecte le frein à l'endettement et qu'il ne soit pas aggravé. C'est un budget de temps de crise. Surtout, les vrais problèmes nous attendent : les années à venir seront très difficiles, il faudra trouver plus de 2,7 milliards de dépenses à réduire, il faudra surtout réussir l'exercice de réexamen des tâches fédérales. A côté de cela, le débat sur le budget 2010 paraît dérisoire. Il constitue un tour de chauffe avant les grands débats de 2010 et des années suivantes. Les dettes d'aujourd'hui sont les impôts de demain, répètent les libéraux-radicaux au parlement fédéral. Il n'y a aucune raison que nous forçons les générations futures à subir une charge fiscale que nous aurions contribué à alourdir par inconscience.

Martine Brunschwig Graf

On a ainsi vu le tollé qu'a provoqué la volonté née dans l'esprit torturé d'un fonctionnaire de soumettre à autorisation la garde d'enfants même dans le cercle familial. Le Conseil fédéral a sagement (et discrètement) enterré le projet.

Autre exemple : alors que les politiques s'évertuent à favoriser l'attrait fiscal et la capacité concurrentielle de la Suisse dans le domaine de l'implantation d'entreprises et autres groupes de sociétés, l'administration rame à contre-courant, en soumettant au droit de timbre et à l'impôt anticipé les opérations de financement interne et de gestion de trésorerie centralisée (*cash pooling*) pratiquées à l'intérieur des groupes.

Pourtant, l'administration a déjà émis des circulaires exemptant de tels impôts les avoirs interbancaires en considérant à juste titre qu'ils ne constituaient pas des avoirs de clients.

Il serait si simple de décréter qu'il en va de même pour le *cash pooling* et délivrer un message clair en faveur des sociétés que nous souhaitons voir s'installer (ou demeurer...) en Suisse ! Il n'en découlerait d'ailleurs aucune perte d'impôt, puisque les sociétés installées en Suisse font actuellement leurs opérations de financement interne à l'étranger (Hollande et Belgique notamment). Au contraire, le rapatriement de ce secteur d'opérations aurait pour effet, selon les spécialistes, de créer 1000 à 2000 emplois et de générer environ 100 millions d'impôt sur le revenu.

L'économie réclame cette décision, les Chambres fédérales aussi (cf. la motion de la commission de l'économie et des redevances 08.3239 acceptée par le Conseil national et le Conseil des

Etats ; cf. l'interpellation Pelli 09.3322), mais l'administration fait simplement la sourde oreille.

Moralité : les politiques veulent et peuvent beaucoup, mais l'administration peut parfois encore plus, surtout lorsqu'elle ne veut pas !

Continuons donc à nous battre pour que la Suisse reste concurrentielle et attrayante, sans oublier que parfois, l'ennemi n'est pas à l'étranger.

C. L.

### H U M E U R

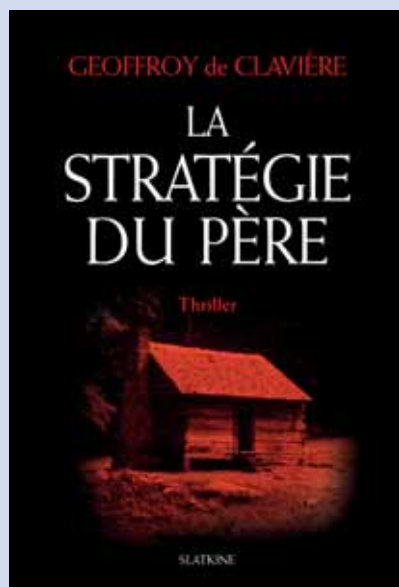
Je fais partie des personnes très déçues par l'acceptation de l'initiative interdisant les minarets. Ses auteurs ne visaient pas les édifices mais l'islam. Ils prétendaient lutter contre l'extrémisme en interdisant des constructions que les islamistes purs et durs estiment contraires à la religion ! Ce n'est pas là le moindre des paradoxes. Rien n'est donc résolu mais nous savons au moins une chose : Genève vit avec un minaret depuis trente ans, Genève a refusé l'initiative, nettement. Lorsque l'on connaît, on a moins peur... Mais mon commentaire ne s'arrête pas là. Même si je déplore le résultat du vote du 30 novembre, je me refuse à accepter les commentaires du ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, qui se dit « scandalisé » du vote des Suisses. Cette position est déplacée et m'inspire une question : quel aurait été le résultat d'un vote sur le même sujet en France ?... Je suis prête à parier qu'il n'aurait pas été meilleur, voire peut être pire. La Suisse se plie aux règles de la démocratie. Celle-ci comporte des risques. Mais n'en déplaise à M. Kouchner, les Suisses ont exprimé dans l'urne leur opinion. En démocratie, on doit la respecter, même et surtout si elle déplaît.

M. B. G.

## La stratégie du père

*Le Secrétaire général du Parti signe un polar sanglant et explore les arcanes du mal absolu.*

Pas facile de se lancer dans le polar quand on a pour maître James Elroy. Et pourtant, Geoffroy de Clavière réussit avec talent son entrée dans le



roman noir avec *La Stratégie du père*. Si l'ombre du maître plane sur tout le livre, l'auteur ne se prive pas de sou-poudrer son œuvre de quelques références, comme Patricia Highsmith ou Lewis Carroll. Ce qui n'empêche pas Geoffroy de Clavière d'avoir son style propre, précis et efficace.

Dans une somptueuse propriété, le corps affreusement mutilé d'Oleg Kounev est trouvé par l'inspectrice Jana Stucki. Cette macabre découverte l'emmènera bien au-delà de ce que l'esprit humain peut imaginer. Elle sera confrontée aux agissements pervers d'hommes à l'âme corrompue, dont les victimes sont des enfants. Menée tambour battant, l'intrigue se situe à Genève, dans les sphères feutrées et discrètes du pouvoir, de l'argent et de l'église. Or, derrière la façade de cette univers moralement irréprochable se cache le mal absolu. Il faudra du courage et de la détermination à la jeune inspectrice pour dénouer cette affaire qui ne laisse aucun des protagonistes – et aucun lecteur ! – indemne.

Geoffroy de Clavière a mis deux ans à écrire ce livre: «Avec *La Stratégie du père*, j'ai voulu dénoncer les dérives et les errances de notre société. Des faits divers autour de la pédophilie sortent régulièrement dans les journaux, comme un leitmotiv sombre de notre monde. J'ai souhaité développer la théorie du réseau, car les pédophiles mis en examen sont toujours des individus qui agissent seuls, voire avec un complice, qui est souvent leur compagne.»

*La Stratégie du père* ne se limite pas à ce seul thème. L'auteur se penche également sur les rapports entre un père et sa fille. Comment se libérer de l'emprise d'un géniteur aussi riche et puissant? La jeune femme, deuxième héroïne de ce polar avec l'inspectrice, ne s'en sortira pas sans séquelle. Mais une lueur d'espoir point dans les dernières pages, histoire de ne pas être totalement désabusé sur la nature humaine. Ouf!

*La Stratégie du père*, aux Editions Slatkine.

## Affaire Stern, un procès sous contrôle

*Les journalistes Valérie Duby et Alain Jourdan ont suivi le procès de la meurtrière du banquier Edouard Stern. Ils nous en révèlent les coulisses.*

Le 10 juin 2009, c'est une femme brisée, amaigrie et ratatinée qui s'assied sur le banc des accusés de la Cour d'assises de Genève. Cécile Brossard est accusée d'avoir tué son amant de quatre balles, lors d'une soirée sado-maso en 2005. La victime, trouvée morte dans une combinaison en latex, est un homme puissant, 38<sup>e</sup> fortune de France, ami de Nicolas Sarkozy.

A l'ouverture du procès, toute la presse, y compris française, est présente. Parmi les journalistes, Valérie Duby et Alain Jourdan. Les deux auteurs sont reconnus comme «les» spécialistes de l'affaire Stern. Entre le meurtre d'Edouard Stern et le procès, ils n'ont cessé d'enquêter, de chercher, de creuser durant les quatre années qu'a duré l'instruction. Ils ont écrit un premier livre, *Mort d'un banquier*, qui a bien failli ne jamais paraître en raison d'une procédure engagée par l'accusée.

*Un procès sous contrôle* est évidemment le récit de dix jours de procès, mais pas

seulement. Outre le récit minutieux des audiences, des nombreux documents inédits comme des écoutes téléphoniques, des retranscriptions de SMS, des lettres et l'expertise psychiatrique de Cécile Brossard figurent dans ce document qui se lit comme un bon polar.

Et, comme dans tous les romans noirs, les ingrédients de cette histoire sont hors norme. Les protagonistes tout d'abord: Edouard Stern, qui fait



partie du monde des puissants, et Cécile Brossard, jeune femme meurtrière à l'enfance plus que difficile. La rencontre entre ces deux personnages les entraînera tous les deux dans une spirale infernale avec, au bout, la mort.

C'est toute la complexité de ces deux êtres que le livre réussit à décrire, sans complaisance pour l'un ou l'autre. Un procès sous contrôle montre également comment cette longue enquête, verrouillée par le juge Graber, a été le théâtre de manœuvres d'avocats, de manipulations et de secrets bien gardés. Car, pour une histoire a priori si simple, comment se fait-il que l'instruction ait été si longue? Le pedigree de la victime a-t-il fait que des éléments dussent être cachés? C'était là tout l'enjeu de ce procès que les auteurs parviennent à décrire et à faire partager aux lecteurs. Histoire de garder à l'esprit que la justice doit être la même pour tous, «à l'égard du pauvre comme du riche, du faible comme du puissant».

*Affaire Stern, un procès sous contrôle*, aux Editions Slatkine.

**AGABEKOV**  
LIGHTING COMPANY INTERNATIONAL®  
**ÉCLAIRAGE SUR MESURE PERSONNALISÉ**  
**INTERIEUR - EXTERIEUR**  
RTE DE COMPOIS 6 - 1222 GENÈVE - TÉL. 0041 (0)22 752 47 44 / 45 - WWW.AGABEKOV.COM

**B** BAEZNER  
**Gérard BAEZNER & Cie SA**  
Gérance immobilière  
17, bd des Philosophes  
C.P. 165 - 1211 Genève 4  
t. +41 (0) 22 707 03 50  
f. +41 (0) 22 707 03 55  
w. www.regiebaezner.ch  
Régisseur depuis 1938 Membre USPI Genève

**notre savoir-faire protège votre patrimoine**  
toiture, charpente, façade, entretien.  
cerutti  
cerutti et cie sa • rue eugène marziano 31b  
1227 les acacias • 022 795 10 77 • www.ceruttietcie.ch

**MAISON V. GUIMET FILS S.A.**  
ENTREPRISE DE VIDANGE HYDRAULIQUE  
Fondée en 1873 Urgences 24 h. sur 24  
Canalisations – Travaux publics  
Transports de matières dangereuses  
Nettoyage de colonnes de chute  
Contrôle des canalisations par T.V.  
Rue du Buis 12 – 1202 Genève – Téléphone 022 906 05 60 – Fax 022 906 05 66

**BB**  
BROLLIET  
AGENCE IMMOBILIÈRE

**R**  
**RÉGIE DU CENTRE SA**  
8, rue de la Madeleine • 1204 Genève  
Tél. 022 319 65 55 • Fax 022 319 65 22  
www.regieducentre.ch

- Gérance et vente d'immeubles et villas
- Assurances ● Financements



**SPG** **R**  
**SOCIÉTÉ PRIVÉE DE GÉRANCE GENÈVE** **RYTZ & Cie S.A. NYON**  
Tél. 022 849 61 61 Tél. 022 363 60 00  
Fax 022 849 61 00 Fax 022 363 60 90  
**VOS CONSEILLERS IMMOBILIERS**

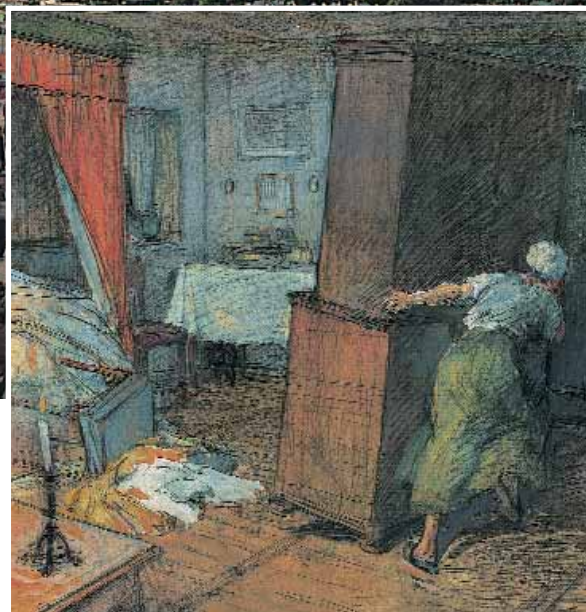
Agence de Genève 022 908 23 23  
Agence de Nyon 022 994 33 44  
www.brolliet.ch

Tous travaux d'imprimerie  
Tél. 022 771 23 23  
Fax 022 771 41 12  
email: imp.ripari@bluewin.ch  
**IMPRIMERIE RIPARI** Sàrl  
et pour vos faire-part...  
possédez donc nous voir!  
Ch. du Pont 5  
1258 CERTOUX

Le bonheur d'une naissance  
  
Clinique des Grangettes  
Genève  
www.grangettes.ch

Le plaisir d'offrir... la Douce Noire  
  
**Domaine des Abeilles d'Or**  
Chouilly  
Genève AOC  
René et Laurent  
**DESBAILLET**  
T 022 753 16 37  
F 022 753 80 20  
Livraisons à domicile  
www.abeillesdor.ch  
info@abeillesdor.ch

# Un déménagement en 1602



[www.harsch.ch](http://www.harsch.ch)

**Edouard Elzingre**  
*Dame Piaget déplaçant une armoire.*  
Esquisse pour une aquarelle de la série  
présentant l'histoire de l'Escalade,  
vers 1910-1915,  
inv. N° VG 3918  
Photo Bettina Jacot-Descombes

## GENÈVE

10, rue Baylon ■ 1227 Carouge  
Tél. +4122 / 300 4 300  
Fax +4122 / 300 17 46  
e-mail: harsch@harsch.ch

## ZURICH

Im Vorderasp 4 ■ 8154 Oberglatt  
Tél. +4144 / 851 51 00  
Fax +4144 / 851 51 05  
e-mail: harsch.zh@harsch.ch

## BÂLE

Schlossmattweg 27 ■ 4142 Münchenstein  
Tél. +4161 / 411 56 17  
Fax +4161 / 411 56 18  
e-mail: harsch.bs@harsch.ch

☑ N° Gratuit 0800 HARSCH ou 0800 016 016

🌐 N° Gratuit +800 SWISSMOVE ou +800 88 44 88 44

## La nuit de l'Escalade.

C'est dans la nuit du 12 décembre 1602, qu'a eu lieu la bataille de l'Escalade, durant laquelle, Dame Piaget prise de panique, a transporté une armoire extrêmement lourde pour barricader sa porte et se protéger des assaillants.

Le lendemain, il fallut la force de trois hommes pour déplacer cette armoire.

A l'occasion du 400ème anniversaire de l'Escalade, Harsch Transports a convoyé des œuvres en provenance de toute l'Europe (Autriche, Allemagne, Pologne, Angleterre, France, Italie, Suède et Suisse) pour une exposition exceptionnelle au Musée d'art et d'histoire.

Le transport des œuvres d'art demande un grand soin et exige des spécialistes du transport, des compétences particulières.

Harsch Transports met son expérience au service de la culture.

